

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14 janvier 2026 de l'établissement Coopérative Agricole de la Tricherie implanté Lieu-dit "la Tricherie" 86490 Beaumont Saint-Cyr, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2012 article : 8
- **Éclairages et installations électriques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 16
- **Bruit** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2019 article : 14

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2012 article : 8
- **Éclairages et installations électriques** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 16
- **Bruit** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2019 article : 14
- **Équipements sous pression** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017 article : 15, 18, 6.III, 6.I

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 27 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Coopérative Agricole de la Tricherie

Lieu-dit "la Tricherie"
86490 Beaumont Saint-Cyr

Références : 2026 244 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007201751

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 janvier 2026 dans l'établissement Coopérative Agricole de la Tricherie implanté Lieu-dit "la Tricherie" 86490 Beaumont Saint-Cyr. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est diligentée au titre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) 2025. Un point particulier sera fait sur la thématique Bruit suite à une plainte datant de décembre 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopérative Agricole de la Tricherie
- Lieu-dit "la Tricherie" 86490 Beaumont Saint-Cyr
- Code AIOT : 0007201751
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole de la Tricherie assure la collecte, le séchage et le stockage de céréales pour l'alimentation humaine. Elle exploite 6 sites, dont un soumis à enregistrement (à Beaumont Saint-

Cyr) et cinq à déclarations, tous situés dans la Vienne.

Le site de Beaumont Saint-Cyr dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-D2/B3-333 du 24 septembre 1999 pour l'activité relevant de la rubrique 2260 de la nomenclature des installations classées, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 19 janvier 2012, du 20 octobre 2015 et du 11 août 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Moyens incendie
- Stock d'engrais
- Installations électriques
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 19/01/2012, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Éclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/09/2019, article 14	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
7	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15, 18, 6.III, 6.I	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Stockage d'engrais	AP Complémentaire du 20/10/2015, article 1.2.1
3	Empoussièrement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-I
5	Installations photovoltaïques/moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 11/08/2025, article 3
8	Foudre	AP Complémentaire du 19/01/2012, article 13
9	Incident grave - Accident	Arrêté Préfectoral du 24/09/1999, article 2.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les thématiques installations électriques, lutte contre l'incendie et équipements sous pression, des actions correctives et justificatifs sont demandés à l'exploitant.

Sur le sujet bruit, et suite à la réunion avec la plaignante, l'exploitant s'est engagé à réaliser des travaux sur les équipements identifiés comme sources principales de bruit et vibrations. Des devis sont déjà en cours d'élaboration. Les travaux devront être finalisés mi juillet 2026, conformément à l'engagement pris par l'exploitant dans son courriel du 11 février 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage d'engrais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage d'engrais
Prescription contrôlée : <i>Le site est, entre autres, classé pour le stockage d'engrais pour les rubriques suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none">• 4702-II¹ : déclaration avec contrôle périodique pour 1 240 t ;• 4702-IV² : déclaration avec contrôle périodique pour 5 600 t ; <i>1) Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</i> <ul style="list-style-type: none">• supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ;• supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ;• supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %. <i>2) Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</i>
Constats : Les stocks d'engrais ont été visualisés sur site, ainsi que l'état des stocks dans un logiciel dédié. Les stockages sont bien identifiés sur les cases et sur les tableaux. Le personnel en charge de la gestion des stockages engrais met à jour les quantités stockées en temps et en heure dans le logiciel. Tout est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2012, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établi une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ces moyens comprennent notamment : [...] <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau d'une capacité de 400 m³ aménagée conformément à la circulaire ministérielle du 10 décembre 1951 relative à la création et l'aménagement des points d'eau et munie de 2 aires d'aspiration réglementaires et de 2 colonnes fixes d'aspiration DN 100 mm, [...]

<p>Constats :</p> <p>Les moyens de lutte incendie sont contrôlés et sont composés de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 283 extincteurs dont la majorité ont été remplacés car la limite des 10 ans était atteinte (rapport de l'organisme Préfeu datant du 09 juillet 2025) ; - de RIA, dont l'un a fait l'objet d'une réparation suite à la production du rapport précité (changement de buse d'aspersion le 23 juillet 2025) ; - système de désenfumage - le rapport Préfeu du 09 juillet 2025 mettant en évidence un défaut d'ouverture sur le système de désenfumage de la tour, celui-ci étant non fonctionnel. <p>Une réserve d'eau d'une capacité de 400 m³ est présente sur site. Elle est recensée dans la carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA). Trois poteaux incendie publics de débits 185, 120 et 170 m³/h sont également présents à moins de 200 m des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire la maintenance de ce système de désenfumage et fournir la preuve de son fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Empoussièrement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dépoussiérage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>[...] Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. [...] Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, le site est globalement propre. Le registre de nettoyage couvrant la période du 01 janvier 2026 au jour de l'inspection est disponible..</p> <p>Toutes les parties ayant fait l'objet de nettoyage sont identifiées et datées ainsi que le matériel utilisé (centrale d'aspiration et/ou aspirateur ATEX).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Éclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : <i>[...]L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</i> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</i> <i>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.[...]</i>
Constats : Vu sur site, le rapport Q 18 des installations électriques émis par Dekra et datant du 19 juin 2025. Faute de coupure générale, l'ensemble des missions de contrôles n'a pu être réalisé. Sur les 24 observations relevées, seules 14 ont été levées. Le reste des non-conformités sera vu, selon l'exploitant, début 2026. Le rapport Q19 a été envoyé par mail à l'inspection le 20 janvier 2026. Celui-ci fait état de deux observations qui, selon l'exploitant, doivent être levées courant semaine 3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera la coupure générale afin de réaliser l'entièreté des vérifications HT et BT. De plus, il réalisera les travaux afin de lever les non-conformités et en apportera la preuve par l'envoi du rapport. L'exploitant doit réaliser la maintenance afin de lever les deux observations notées dans le rapport Q19 et en apporter la preuve
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations photovoltaïques/moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : <i>Les panneaux photovoltaïques implantés sur le versant sud de la toiture du bâtiment 9, ainsi que les installations connexes (onduleurs, câblages, dispositifs de coupure, signalétique...) sont mis en œuvre conformément aux éléments portés dans le dossier de porter à connaissance du 16 février 2024, et sont aménagés, selon les préconisations complémentaires du service départemental d'incendie et de secours (SDIS)</i> <i>- présence d'extincteurs adaptés aux risques à proximité des onduleurs;</i> <i>- installation d'un dispositif de coupure d'urgence automatique au plus près des chaînes de modules</i>

photovoltaïques ;

- disposition des panneaux photovoltaïques sous forme d'îlots de 300 m² maximum ;

- cheminement d'au moins 0.90 m de large maintenu libre autour de chaque îlot et chaque dispositif de désenfumage.

Constats :

Les installations de panneaux photovoltaïques ont été visualisées. Les panneaux semblent bien disposés en îlot d'environ 300 m² maximum avec un dégagement autour de chaque îlot.

Les extincteurs sont présents et bien adaptés aux risques.

Près des modules, un dispositif de coupure d'urgence est en place.

Tout est conforme aux attendus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2019, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. [...]

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

	Jour (7h00-22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00-7h00) et dimanches et jours fériés
POINTS DE CONTRÔLES	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
En limite de propriété le long de la voie SNCF et de la rue de la gare	65	55
En limite de propriété autres que celles visées ci-dessus	60	50

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, tous les équipements sont à l'arrêt. Le site a fait l'objet de plusieurs signalements, pour nuisances sonores, de la part d'un riverain. L'exploitant nous informe

<p>qu'une entrevue avec la plaignante est prévue le 30 janvier 2026.</p> <p>Suite à cette réunion, l'exploitant s'est engagé à réaliser plusieurs actions et modifications sur les équipements mis en cause.</p> <p>L'entreprise a acté le fait de procéder notamment à la modernisation du dispositif acoustique du ventilateur des cellules de 300 t installé en 2016. Les actions porteront à la fois sur les émissions sonores et sur les phénomènes vibratoires constatés.</p> <p>Des devis sont actuellement en cours d'analyse afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des panneaux acoustiques au rez-de-chaussée du silo. • Installer sur le ventilateur des dispositifs anti-vibratoires de type silentbloc, • Adapter les caissons acoustiques existants afin de limiter la propagation des vibrations. <p>L'exploitant a indiqué, dans un courriel du 11 février 2026, planifier la mise en place de ces équipements avant le 15 juillet 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les devis au fur et à mesure de leurs réceptions et les échéanciers qui en découleront.</p> <p>Une nouvelle étude acoustique de jour comme de nuit (incluant une mesure du bruit résiduel et une mesure de l'impact du site), après réalisation des travaux, dans des conditions représentatives des activités, notamment en périodes de ventilation et de séchage des céréales, devra être conduite. La représentativité des activités du site lors de la campagne de mesure devra être justifiée. Ces résultats sont attendus d'ici le 15 juillet 2026.</p> <p>Le non-respect de cette demande exposerait l'exploitant à des suites administratives de type msie en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 7 : Équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15, 18, 6.III, 6.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries, soumis aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant délivre la liste des deux compresseurs présents sur le site.</p> <p>- compresseur à vis GA18VSDs en activité ;</p>

- compresseur ATLAS COPCO GA18, présenté par l'exploitant comme au chômage.

Une cuve sous pression de 900 litres est également exploitée.

L'exploitant explique que suite à un changement de prestataire en 2025, les équipements sont neufs. Les compresseurs sont en location alors que la cuve est la propriété de Coopérative la Tricherie.

L'IIC informe l'exploitant que, selon les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, la périodicité maximale de la première inspection de la cuve de 900 l est de 3 ans et ensuite de 4 ans entre deux inspections. La périodicité de requalification est fixée à 10 ans à compter de la date de mise en service (art. 18 de l'AM du 20/11/2021)7.

De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dossier d'exploitation prévu à l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 correspondant à la cuve d'air CSC n° 759 - 8101018078 fabriquée en 2025, de PS 11 bar et de volume V 900 l : ce dossier doit comprendre a minima la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schéma nécessaire à une bonne compréhension de ces instructions, l'identification de l'accessoire de sécurité (soupape) et ses paramètres de réglage, un registre d'exploitation où seront consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications.

Pour le 2^e compresseur (de secours selon l'exploitant) présent sur le site de Beaumont, celui-ci n'apparaît pas dans le contrat de fourniture d'air de DUFFAU « AR1203252053-A » daté du 12 mars 2025. Selon l'exploitant, DUFFAU en est le propriétaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir
pour le réservoir de 900 l

- la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schéma nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage,
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications.

pour le second compresseur

un éventuel autre contrat de location, ou celui-ci serait noté et la preuve de sa déconnexion (avec consignation) du réseau d'air et préciser l'état de conservation du compresseur (ex. conservation "sèche", c'est-à-dire vidangé).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2012, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

<p><i>[...]La vérification des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard 6 mois après leur installation puis tous les deux ans conformément à la norme NF EN 62305-3</i></p> <p><i>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs concernés est réalisée, dans un délai d'un mois, par un organisme compétent.[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Une vérification complète des installations contre la foudre a été réalisée (rapport Sedema datant du 25 avril 2025). Une observation avait été relevée et levée le 16 septembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Incident grave - Accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/1999, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration Incendie - Accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Tout incident ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est à dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection informe l'exploitant qu'une télédéclaration est désormais obligatoire via le lien suivant : https://demarches.servicepublic.gouv.frpro_mademarcheDeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>